16-31 DÉCEMBRE 1956 BIMENSUEL 8e Année (Nouvelle Série) - N° 164

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ETUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS 8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

Dr THOMAS PASZTOR. — Les buts de la guerre de libération hongroise.... 1

Documents sur la révolution hongroise : Les débuts de la révolte des intellectuels ..... 3

Le P.S. italien et les événements de Hongrie ..... 7

JOHN CLEWS. — Consternation chez les communistes anglais..... 8

R.P. LEOPOLD BRAUN. — La police secrète de Béria et la restauration des cultes..... 9

Le P.C.F. contre Gomulka..... 12

Analyse des élections administratives en Vénétie Tridentine..... 13

V. HAWRYLUK. — La minorité ukrainienne en Pologne..... 15

Une réponse de M. Weill-Hallé..... 16

**Un article du Dr Thomas Pasztor, délégué du Conseil National Révolutionnaire Hongrois**

# Les buts de la guerre de libération hongroise

LES armes ne se sont pas encore tues en Hongrie, dans la capitale et dans les provinces le sang coule toujours. Les travailleurs hongrois, travailleurs intellectuels ou ouvriers refusent, malgré les privations que cela entraîne, malgré les menaces du gouvernement et de l'occupant soviétique, malgré les déportations massives, de reprendre le travail tant que les autorités n'auront pas satisfait leurs exigences. La guerre de libération hongroise continue sous forme de combats armés et sous forme de la résistance passive.

Quels étaient les buts, les idéaux pour lesquels s'est soulevé le peuple hongrois, uni comme il ne l'a jamais été au cours de son histoire? La sympathie qu'a témoignée le monde libre aux insurgés de Hongrie prouve qu'il a reconnu dans ces idéaux sa propre pensée, ses propres aspirations. Les buts de l'insurrection hongroise étaient tout imprégnés de l'esprit de notre civilisation chrétienne, vieille de deux millénaires : il s'agissait avant tout de rétablir l'indépendance nationale de la Hongrie, de faire renaître dans le pays les libertés individuelles et civiques, la liberté religieuse, la justice et le respect du droit. Car les longues années d'oppression pendant lesquelles le droit et la justice furent foulés au pied n'avaient fait qu'en accroître le désir dans l'âme d'un peuple dont la santé politique et morale n'a pas été brisée. Et le peuple hongrois s'est soulevé, non seulement pour son pain, mais aussi pour sa liberté, pour la défense des plus hautes valeurs spirituelles. La philosophie communiste prétend que les mouvements de masse, les grands faits de l'histoire s'expliquent toujours par des raisons économiques et toujours s'inscrivent dans le cadre de la lutte des classes. La révolution hongroise a montré qu'il n'en était rien. Les mobiles idéalistes ont été les plus agissants, et il faut n'avoir pas mis les pieds à Budapest dans les mois d'octobre et de novembre ou faire preuve d'une rare mauvaise foi pour parler de lutte de classes à propos de l'insurrection hongroise. Celle-ci a uni dans une harmonie parfaite et unique dans l'histoire de notre pays la paysannerie, les ouvriers, les intellectuels, toutes les couches de la population.

Comme dans la quasi totalité des révolutions spontanées, les buts du soulèvement hongrois étaient à la fois négatifs et positifs. Négatifs,

ils visaient à la liquidation du système ou à sa transformation profonde. Positifs, ils essayaient de définir ce qu'il fallait mettre à la place.

Au centre des aspirations « négatives », il y avait la cessation de l'occupation étrangère. Tous les Hongrois la réclament, car ils estiment que l'ordre et la paix ne pourront être rétablis tant que le dernier soldat soviétique n'aura pas quitté le pays. L'insurrection voulait aussi, bien entendu, supprimer les institutions grâce auxquelles le système stalinien a pu exercer sa terreur et notamment la police politique.

Elle voulait également mettre fin au système du parti unique et faire disparaître de la vie publique hongroise tout ce qui symbolisait de près ou de loin la domination étrangère, les étoiles rouges, les emblèmes et les drapeaux de type soviétique. De même, elle voulait abolir les entraves au plein exercice des libertés religieuses ainsi que les dispositions concernant l'enseignement obligatoire de la langue russe, dénoncer les accords commerciaux qui ne respectaient pas le principe de l'égalité des nations et supprimer le système injuste et inhumain des normes de travail.

Ces aspirations « négatives » qui furent résumées pour la première fois dans les fameux seize points présentés par la jeunesse estudiantine, ne visaient pas à la liquidation du régime socialiste, mais simplement à le corriger. Au moment où le soulèvement éclata, il ne s'agissait pour les insurgés que d'une réforme profonde du régime, mais non pas forcément de son remplacement par un autre.

⁂

La révolution a défini également ses buts « positifs » et a clairement fait entendre, dans la plupart des cas, ce qu'elle espérait construire. Nous disons bien dans la plupart des cas, mais pas toujours. Elle a fait comprendre par exemple qu'elle voulait organiser des élections libres avec la participation de plusieurs partis, pour remplacer le système du parti unique. Elle réclamait, avant même que soit possible l'organisation de ces élections, l'élargissement du gouvernement et sa transformation en un véritable gouvernement de coalition et le rétablissement de l'ancien emblème national hongrois de Kossuth. Elle réclamait aussi le retour à la stricte légalité et au respect des lois notamment par la séparation immédiate des fonctions de juge et de procureur. En outre, l'une de ses aspirations fondamentales était de faciliter dans toute la mesure du possible l'exploitation des petites propriétés paysannes individuelles qui représentaient 79 % de la surface agricole du pays et de faire disparaître toutes les dispositions défavorables prises contre eux (livraisons obligatoires).

Dans tout le pays, des comités révolutionnaires locaux se sont formés, et leur première action fut de mettre fin aux mesures discriminatoires touchant les paysans qui avaient refusé d'adhérer aux kolkhozes et d'aider ceux qui manifestaient l'intention de quitter ceux-ci. Au bout de quelques jours, les kolkhozes (il y en avait plus de 300) créés uniquement grâce à la contrainte, s'effondrèrent. Souvent, ce fut le président ou le conseil d'administration local qui les quittèrent les premiers.

⁂

Sur le plan moral et spirituel, l'aspiration la plus importante de la révolution était sans nul doute le rétablissement complet des libertés religieuses et culturelles. L'un des moments les plus émouvants fut celui où, pour la première fois, les églises de Hongrie sonnèrent à nouveau l'Angélus de midi qui rappelle à tous les Hongrois leur victoire remportée il y a cinq siècles, au nom du monde chrétien, sur les troupes turques, près de Belgrade.

Le Conseil National de la Révolution décida dans sa session du 25 octobre que toutes les entraves à la liberté du culte seraient immédiatement abolies et que, par conséquent, les ordres religieux dissous pouvaient reprendre leurs activités. En même temps, il prit des dispositions pour permettre l'instruction religieuse. Il déclara que tout le monde devait avoir la possibilité de recevoir une telle instruction et demanda que soient organisées dans les écoles des réunions d'information permettant aux élèves de faire savoir s'ils désiraient que l'enseignement religieux fût obligatoire ou facultatif : 82 % des parents d'élèves choisirent l'enseignement religieux obligatoire et 96 % déclarèrent qu'au cas ou l'enseignement serait facultatif, ils avaient l'intention de faire participer leurs enfants aux cours d'instruction religieuse. Ils demandèrent que les jeunes qui n'ont pas pu recevoir, durant la dictature stalinienne, l'enseignement religieux, puissent en bénéficier ultérieurement.

⁂

Dès les débuts, la révolution affirma sur le plan culturel l'appartenance inconditionnelle de la Hongrie à la sphère culturelle européenne et occidentale. L'insurrection hongroise déchira d'un seul mouvement le rideau de fer qui tenait le pays depuis plus de dix ans dans un isolement intellectuel complet et annula toutes les dispositions mettant des entraves aux rapports culturels avec l'Occident.

Les journaux occidentaux furent accueillis par une véritable explosion de joie. En même temps, la population détruisit partout dans le pays les publications communistes qui, pendant de longues années, tentèrent d'endoctriner la jeunesse hongroise. (En vain, comme les faits le prouvent.)

La culture hongroise fait partie depuis mille ans de la culture européenne, le peuple hongrois tenait à dissiper à ce sujet toute équivoque.

Nous avons indiqué que les buts positifs de l'insurrection hongroise n'ont pas pu être définis dans tous les domaines. Ceci concerne avant tout les problèmes économiques et s'explique par le fait que durant la révolution, il fallait tout d'abord résoudre une série de problèmes économiques immédiats, tel le ravitaillement de la population en produits alimentaires, en combustibles, ce qui exigeait le remplacement, au moins partiel, de l'administration communiste effondrée et disparue dès le début, et tout cela pendant que les combats duraient encore.

En outre, les dirigeants de l'insurrection étaient de l'avis que, dans le domaine délicat et complexe de l'économie, il convenait de ne pas prendre des mesures irréfléchies, précipitées. C'est pourquoi ils ne voulurent pas se prononcer immédiatement sur la politique de libéralisation nécessaire en Hongrie, sur le plan économique. Le Conseil National de la Révolution était de l'avis qu'il appartenait avant tout au peuple hongrois de définir le système économique qui aurait ses préférences.

Il ne se sentait pas qualifié pour dire si cette économie devait être socialiste, capitaliste ou si elle devait suivre un troisième chemin.

Il proclama néanmoins quelques principes de base . le maintien intégral de la réforme agraire réalisée en 1945. Le paysan hongrois devait conserver sa terre qui était son dû millénaire. Toutefois, il conviendrait de revenir sur des

expropriations illégales réalisées en contradiction avec la loi et en dehors du cadre de la réforme de 1945. Ceci surtout là où des paysans ont été privés de leurs terres. De même, le Conseil déclara que la distribution des terres devait respecter le principe de la propriété privée ce qui signifiait que les propriétaires dont les terres furent distribuées en 1945, devaient recevoir des dédommagements (la loi sur la réforme agraire de 1945 contenait d'ailleurs une telle clause, mais elle ne fut jamais respectée). Il proposa à cet égard que les paysans qui avaient reçu des terres devraient payer des sommes symboliques de l'ordre de dix florins par acre, et ceci durant vingt ans, aux anciens propriétaires. Ces derniers ne devaient en conserver qu'une fraction déterminée, le reste devant aller aux investissements dans l'industrie agricole.

⁂

En ce qui concerne les nationalisations dans l'industrie, l'avis général était que les communications, l'industrie lourde, les ressources énergétiques, les mines, la radio et la télévision devaient rester propriétés de l'Etat. Les petites et moyennes entreprises — surtout dans l'industrie des biens de consommation — devaient être soumises à la loi de la libre concurrence et reposer sur l'initiative privée. Par conséquent, dans ce secteur il pouvait être question d'un retour des entreprises, sous certaines conditions, aux anciens propriétaires, ou encore d'une solution plus moderne, qui consisterait dans l'introduction d'une copropriété des travailleurs.

Les conseils ouvriers formés au cours de la révolution défendirent plutôt ce dernier point de vue. Ils précisèrent dans de nombreux cas que les ouvriers d'une entreprise devaient en tout état de cause participer aux bénéfices réalisés par celle-ci, en plus de leurs salaires normaux.

Tels étaient les buts de la révolution hongroise; ils étaient légitimes, et le peuple hongrois en écartant les extrémistes fasciste et communiste, avait choisi la voie la plus juste.

Que le destin puisse nous permettre une réalisation rapide de ces aspirations!

Docteur Thomas PASZTOR,
*Ancien député du Parti*
*des Petits Propriétaires Paysans,*
*Délégué pour les pays libres*
*du Conseil National Révolutionnaire*
*Hongrois.*

## *Documents sur la révolution hongroise*

# Les débuts de la révolte des intellectuels

MATÉRIELLEMENT, les intellectuels hongrois, et en premier lieu les écrivains comptaient parmi les bénéficiaires du régime, presque immédiatement après les fonctionnaires du parti. Mais, il leur fallait payer cette aisance matérielle à un prix exorbitant. Pendant des années, ils n'ont pu écrire une ligne qui fût sincère. On les a contraints aux mensonges les plus grossiers, à la louange d'hommes qu'il eût fallu traiter comme des malfaiteurs, à l'approbation d'une politique économique et sociale qui réduisait les ouvriers et les paysans à la misère et à l'esclavage. Ils durent célébrer la servitude sous le nom de liberté.

Quand, en juillet 1953, le gouvernement Nagy décréta le « cours nouveau », conformément aux directives lancées de Moscou après la mort de Staline, les écrivains furent des premiers à se ranger à son côté. Presque tous firent leur autocritique, mais cette fois-ci ce fut librement, et dans un sens qui n'était pas stalinien. Voici, choisi entre bien d'autres, un *mea culpa* d'un écrivain communiste connu, Tibor Tardos :

« *Avec discipline et fièrement, j'ai arraché de moi l'habitude de lire un journal vrai, d'écouter une radio véridique, qui auraient nourri ma pensée d'informations vivantes. Et je me suis déshabitué aussi d'avoir des connaissances multiples... Et j'ai commencé à oublier qu'il existe de par le monde des films où se meuvent des hommes qui vivent, où les rues sont des vraies rues, où le bon n'est pas toujours récompensé, où le méchant n'est pas toujours puni. Et j'ai désappris la vraie conversation. Je suis allé dans les usines, et dans les cours des écoles des villages — et si j'ai entendu de quelques-uns des plaintes, j'ai expliqué que c'étaient des exceptions et des exagérations, et parfois j'ai pensé même : « c'est la voix de l'ennemi... » Et le temps est venu où, tout d'un coup, nous avons expulsé de notre âme le respect même de la vie humaine, et où nous l'avons sacrifié à la croyance. Et nous, qui avons parié jadis sur le pouvoir vertigineux de la pensée, nous nous sommes retrouvés avec un cœur pur comme le cristal, mais la tête vidée, comme les amphores desséchées dans les vitrines des musées. Et les amphores hochaient la tête à tout.* »

### Le mémorandum des écrivains

Après la chute de Nagy, malgré le retour offensif des fonctionnaires staliniens de la ligne artistique, les écrivains n'abdiquèrent pas. Ils adressèrent au Comité central du P.C. hongrois, le 18 octobre 1955, un mémorandum courageux, qui fut signé pas soixante-sept écrivains, compositeurs et artistes. En voici la traduction intégrale :

« *Avec tous les membres du Parti, nous, les travailleurs de la culture, écrivains, artistes, journalistes, nous avions accueilli avec joie les décisions de la session de juin* 1953 *du Comité central et celles du III*e *Congrès qui chassent une fois pour toutes du travail politique et idéologique de notre Parti les méthodes antidémocratiques de la violence, de l'intervention administrative non motivée, du commandement chicaneur, comme celles qui démoralisent la vie sincère du Parti. La décision du mois de mars* (1955) *du Comité central a maintenu et renforcé dans son intégrité ses décisions de juin* 1953 *et celles du Congrès, concernant cette partie du problème.*

« *Malgré cela — et nous le constatons avec inquiétude — certains organes et fonctionnaires*

*du Parti pratiquent de plus en plus des méthodes violentes qui sont nuisibles et qui ont déjà été condamnées plus d'une fois par le Comité central. Cette routine qui se développe actuellement et qui enfreint les décisions en vigueur de notre Parti, est en complète opposition avec la politique culturelle positive telle qu'elle est pratiquée en Union soviétique.*

« *Bien que le Comité central soit sûrement au courant des cas d'interventions injustes, il n'est pas inutile de souligner quelques exemples plus caractéristiques : — Dans les derniers six mois, on a relevé de leurs fonctions deux rédacteurs responsables du* Journal Littéraire (1) ; *on a empêché la parution des* Notes de voyage *de Louis Kónya et celle des recueils de poèmes de Ladislas Benjamin et de Louis Nagy; on a tenté d'instaurer une censure préventive à l'égard des écrivains; on est sans cesse passé outre à l'autonomie de l'Association des Ecrivains. Et tout cela fut couronné par la récente confiscation du* Journal Littéraire. *Il est certain qu'un tel fait — la confiscation d'un journal rédigé par des communistes dans un esprit communiste — n'a pas eu de précédents encore dans un pays démocratique.*

« *Il faut y ajouter l'affaire de la pièce* « La Tragédie de l'Homme » *qui a causé des torts considérables à notre Parti, le retrait de l'affiche du Théâtre National de la pièce* « Galilée », *de Ladislas Németh, et l'inqualifiable indécision autour du* « Mandarin Merveilleux », *de Bartok. Cette « façon de diriger » antidémocratique qui se manifeste sur ce terrain se fait sentir non seulement pour les acteurs, mais aussi pour les musiciens communistes* (2).

« *Au cours des derniers dix mois, on a éloigné de la rédaction du* Szabad Nép *la majeure partie des journalistes communistes les plus connus; d'autres journalistes communistes ont été éloignés de la presse, exclus du Parti ou victimes d'autres châtiments plus graves, après avoir publié leur opinion dans le cadre légal du Parti; un membre du comité de rédaction du* Szabad Nép *fut démis de sa charge pour avoir pris la parole à la réunion des membres communistes activistes de l'Association des Ecrivains.*

« *Le Comité central doit savoir que s'il y a un domaine où les façons d'intervenir violentes, antidémocratiques, contraires à l'esprit du Parti et bureaucratiquement paralysantes, sont particulièrement néfastes, c'est bien celui de la culture et de l'information. Nous aussi, nous voyons clairement que des signes malsains apparaissent dans notre vie culturelle, mais nous nous rendons compte également que, pour les vaincre, les méthodes d'avant juin* 1953 *sont loin d'être suffisantes. Au contraire : elles ne font qu'agrandir et approfondir le mal.*

« *Selon nous, la seule condition pour remédier à ces maux, pour vaincre les opinions erronées, pour l'épanouissement d'un travail culturel constructif, pour l'information sincère et efficace au service de la construction effective du socialisme. est une atmosphère saine et honnête dans l'esprit de la démocratie. Et les interventions arbitraires de la bureaucratie rendent impossible le développement de cette ambiance. Nous sommes solidement convaincus que si le Comité central ne met pas fin à ces pratiques néfastes, non seulement notre vie culturelle sera incapable d'avancer, mais les jeunes pousses que nous avons plantées depuis la libération y périront.*

« *C'est pourquoi nous prions respectueusement le Comité central d'user fermement de son influence auprès des organes et des fonctionnaires qui déforment et raidissent notre vie culturelle de se défendre contre les méthodes de direction qui nuisent au prestige et au pouvoir de notre Parti, d'examiner les mesures administratives erronées et d'assurer aux ouvriers de la culture et de la presse l'ambiance pure et sincère de la vie du Parti et, ce qui va de pair avec elle, la possibilité d'un travail constructif paisible au service de la cause du peuple et du socialisme.*

« *Budapest, le* 18 *octobre* 1955. »

## La réponse du Parti

A ce mémorandum, le Parti fit une réponse d'une extrême violence, le 10 novembre 1955.

**Décision du Comité Central du Parti des Travailleurs Hongrois au sujet des manifestations de droite dans la vie littéraire.**

« *Le développement de notre littérature dans les dernières années est extrêmement irrégulier... Certains écrivains — mêmes membres du Parti — ont oublié leurs devoirs envers le peuple, et que ce n'est qu'en soutenant les buts de notre Parti qu'ils collaboreront au bonheur de notre peuple et qu'ils créeront des œuvres durables... Pessimisme et découragement ont eu raison d'eux... Ils ne se sont pas aperçus qu'ils ont confondu la schématisation, la description sans ombres et heurts, avec la défiguration bourgeoise de la vie nouvelle — et, volontairement ou non, ils sont devenus les porte-parole des classes les plus dépassées. Tout cela s'exprime par l'expansion d'une poésie apolitique et personnelle, ou par une versification anarchiste ou pseudo-révolutionnaire; dans la comparaison du travail quotidien constructeur avec un robot insensé, ou encore par un doute nihiliste et cynique.*

« *Ce genre de littérature, publié surtout dans le* Journal Littéraire, *mais aussi dans d'autres journaux, ne sert pas le peuple, mais se retourne contre lui et devient un drapeau entre les mains de la réaction. Il est évident que, derrière cette sorte de manifestation littéraire se cache non une opinion littéraire, mais plutôt une opposition de caractère politique à l'encontre de la démocratie populaire.*

« *... Le mémorandum est une attaque contre la direction du Parti et du pays. Il met en doute le droit du Comité central d'éloigner les opportunistes de droite de la rédaction de son propre journal, d'empêcher la publication, dans les périodiques littéraires, des écrits dirigés contre le Parti et le peuple, de relever les rédacteurs travaillant à l'encontre de la politique du Parti... Personne n'a le droit de collecter des signatures parmi les communistes appartenant aux différentes sections et, dans la majorité, de bonne foi, pour ensuite s'en servir en attaquant la politique du parti...*

« *Actuellement, la manifestation de l'opportunisme de droite le plus dangereux, le plus ouvert, et dans sa forme la plus organisée se produit dans le domaine de la vie littéraire. Certains écrivains membres du Parti organisent des groupements fractionnaires pour la propagation d'opinions politiques et littéraires petit-bourgeoises, et pour combattre les décisions du mois de mars du Comité central.*

« *Les écrivains laissant entendre des opinions contraires au Parti creusent le sol sous leurs pieds... Ils s'imaginent qu'ils connaîtront, par leurs excursions au petit bonheur, et par leur*

*réunion de matériel de plainte, du genre sociographique, la vie véritable de notre peuple travailleur.*

« *Le 10 novembre* 1955. »

A la suite de cette passe d'armes, de nombreux écrivains, membres du Parti, ont été frappés de mesures disciplinaires sévères; tel fut le cas de Tibor Dhéry, Thomas Aczel, Tibor Tardos. Mais, pour la plupart, ils ne plièrent pas. Leurs écrits se firent de plus en plus hostiles au régime.

## La riposte des intellectuels

A la conférence des écrivains du 30 mars 1956, Sandor Lukàcsi, un jeune critique communiste, accusa ouvertement Màtyàs Ràkosi (à l'époque encore secrétaire général du Parti) de terrorisme : d'avoir causé la mort de Rajk et de ses compagnons, comme celle de nombreux autres innocents. Il déclara qu'il était indigné de voir Ràkosi, responsable de la mort de Rajk et de ses coaccusés, condamner maintenant leur assassinat. Il l'appela : « *Le Judas aux mains ensanglantées de Rajk.* »

Un autre jeune écrivain, Làszlò Benjamin, a voulu savoir quand pourraient paraître les poèmes écrits en l'honneur de Rajk, que la censure avait interdit jusqu'ici.

« *Ces poèmes ne verront jamais le jour* », a crié Elisabeth Andics, membre présent du Comité central. « *Qu'entendez-vous par jamais* », a demandé Thomas Aczel. « *Vous voulez dire tant que les vôtres seront au pouvoir? Cela ne durera pas longtemps!* »

Le 28 juin 1956, des écrivains avaient manifesté à nouveau leur hostilité aux dirigeants du pays. Une réunion, qui dura jusqu'à 4 heures du matin, rassemblait 8.000 personnes, ou du moins les aurait rassemblées si la salle avait été assez vaste pour accueillir une telle foule. Des hauts-parleurs diffusaient les discours dans la rue, où les personnes qui n'avaient pas trouvé place à l'intérieur écoutèrent dans un silence religieux. Les héros de ce mouvement étaient les jeunes écrivains Tibor Dhéry, Losanczi, Hay, Tardos. Ràkosi fit exclure de l'Association des Ecrivains ceux qui avaient pris la parole à cette manifestation.

Ce sont de réunions de ce genre que devait sortir la révolution d'octobre à Budapest.

Quelques extraits montreront l'audace des écrits que certains intellectuels hongrois publièrent cet été.

Georges Pàloczi-Horvath a été libéré voici quelques mois après sept ans de prison et il a recommencé à écrire au printemps dans le *Journal Littéraire*. Le 7 juillet, il y donnait un article où il imaginait une poursuite du dialogue entre les deux « frères Karamazov », Ivan le révolté et Aliocha le croyant. Dans le roman de Dostoïevsky, Ivan demande à Aliocha s'il peut admettre une justice divine qui accepte la torture mortelle d'un enfant.

L'Ivan de Pàloczi-Horvath pose ainsi la question : « *Je t'en prie, réponds-moi sincèrement. Imagine que c'est toi-même qui dois construire le destin de l'humanité avec le but de la rendre enfin heureuse, de lui donner enfin la paix et la tranquillité, mais pour cela il serait inévitable de torturer, ne serait-ce que la créature la plus infime, pour qu'à l'aide de ses larmes invengées tu bâtisses ton œuvre. Accepterais-tu à ce prix? Réponds, sans mentir?*

— *Non, je n'accepterais pas, répondit doucement Aliocha.* »

Le dialogue se déroule dans un immense amphithéâtre et un chœur muet l'observe.

A la fin, Ivan apostrophe ainsi les juges et les jurés qui se servent de la terreur pour « la cause », et le chœur muet des terrorisés. « *Et vous, regardez seulement ceux qui réclament des comptes, les vivants et les morts, regardez-les et souvenez-vous. Il vous faut comprendre qu'avec une conscience déchirée, qu'avec une morale à double face, on ne peut pas bâtir un avenir propre et grandiose.* »

Le chœur regarda maintenant les témoins aux bras croisés... Leur cri était sur le point de jaillir avec une force inouïe. « *Nous vous promettons que rien n'a été en vain. Nous vous promettons que jamais, jamais plus. Nous vous promettons que...* » Mais on ne pouvait entendre le vœu dans la confusion rouge de l'amphithéâtre. Les lèvres restaient immobiles. « *Le vœu* — comme tous les vœux solennels — *fut silencieux. Il ne vit qu'individuellement dans chaque homme.* »

⁂

Un autre agitateur de « problèmes délicats » est Tibor Dhéry, un des dirigeants de la révolte des écrivains, et sans aucun doute l'écrivain communiste le plus doué, adversaire personnel de Ràkosi.

Sa nouvelle, « *Derrière le mur de brique* » (*Journal Littéraire* du 25 août) dit tout ce que taisent les rapports officiels sur la situation sociale et économique des travailleurs. Le camarade Bòdi, vérificateur des salaires dans une usine est un communiste convaincu, membre de la commission de discipline de l'usine. Il accuse un vieux tourneur sur métal qui a volé quelques mètres de fils de cuivre. De honte, le vieil ouvrier se pend. Le soir, la femme de Bòdi accuse son mari d'avoir dénoncé son camarade. « *Dieu nous punit* », répète-t-elle sans cesse. Bòdi ne nie pas que le tourneur ait été un bon communiste qui, pendant des années, avaient obéi avec honneur à tous les ordres du Parti, bien que depuis un certain temps il se fût soustrait au travail social. Mais, justement un bon communiste doit être en tête dans la production et la discipline civique. « *Oui, c'est ce que j'ai dit* », avoue Bòdi à son épouse — et si un communiste cause des dommages à l'Etat, au bien commun, il est doublement coupable et sa place n'est plus parmi les travailleurs honnêtes.

— *Dieu nous punit,* dit sa femme. *Il a volé parce qu'il ne gagnait pas assez.*

L'homme lève la tête lentement. C'est leur défense à tous.

— *Malheureux,* dit sa femme. *Regarde tes propres chaussures. Quand auras-tu assez d'argent pour en acheter d'autres?*

Au lieu de les voir, le camarade Bòdi voit le visage de sa femme, tellement vieillie au cours de ces dernières années que leur fille mariée dans la ville de Miskclc et qui est venue leur rendre visite cet hiver l'avait à peine reconnue.

— *Y avait-il des discussions?* demande la femme.

— *Il y en avait.*

— *Qu'ont-ils dit?*

— *Ils n'ont rien dit,* grogne l'homme. *Couche-toi, et éteins la lumière. Ils ont été organisés, personne n'a pris la parole.*

— *Parce qu'ils volent tous,* dit la femme. *Gare aux pauvres, pauvres hommes, et gare à nous aussi. Quand aurons-nous enfin la paix pour les pauvres?* »

Le lendemain, Bòdi est encore obligé à démasquer un voleur. Mais il ne le dénonce pas, et de ce fait se range du côté des insurgés.

⁂

Dans le *Journal Littéraire* du 8 septembre, sous le titre « *Avant le Congrès des écrivains* », Gyula Hày publiait un éditorial qui allait loin dans la revendication de la liberté spirituelle. C'était d'autant plus significatif que Gyula Hày est un communiste retour de Moscou et qu'il était depuis des décades l'artiste éminent des lettres bolcheviks.

Mais il a des exigences d'écrivain et, de ce fait, il a dû se trouver inévitablement en conflit avec les dictateurs littéraires du Parti. Il eut des batailles passionnées et, par sa défense de la liberté de l'écrivain, il s'est vu entraîner progressivement à la tête de l'opposition au système. Il devint un des meneurs de la révolte des écrivains.

« *Un journal propre est vraiment propre du point de vue littéraire* — écrit Gyula Hày — *s'il écrit avec des lettres invisibles ayant la force d'un décret inviolable, un décret sur la liberté de la littérature. Sur la liberté entière de la littérature? demande-t-on craintivement parfois. Il faut se défaire de cette crainte, nous songeons bel et bien à la liberté entière de la littérature. Y compris la liberté la moins limitée, la plus complète que les hommes vivant en société peuvent concevoir, c'est-à-dire que rien ne soit interdit à la littérature que ne défendent pas d'autre part les lois de la société.* « *Qu'il ne soit donc pas permis à l'écrivain d'inciter dans son œuvre au meurtre, à l'incendie, au vol, au renversement de la démocratie populaire, aux atrocités contre certaines couches sociales, professions ou races, à la bureaucratie, qu'il y soit interdit de calomnier, et même d'enfreindre certaines lois morales non écrites, mais acceptées par la majorité.* »

« *Par contre qu'il soit permis à l'écrivain, comme à tout un chacun, de dire sans limitation la vérité; de critiquer n'importe qui et n'importe quoi; d'être triste; d'être amoureux; de penser à la mort; de ne pas penser si l'ombre et la lumière sont en équilibre dans son œuvre ou non; de croire dans la toute puissance de Dieu; de la nier; de douter du bien-fondé des chiffres de certains plans; de ne pas penser d'une manière marxiste, de penser d'une manière marxiste même si une pensée ainsi née n'a pas figuré encore parmi les vérités décrétées obligatoires, de trouver bas le niveau de vie des hommes dont l'augmentation de salaire n'est pas encore envisagée; de trouver injuste ce qui officiellement est encore dit juste; de ne pas aimer certains dirigeants, de trouver une solution honnête des problèmes que nos dirigeants politiques et économiques qualifient d'irréalisable (même si par la suite il s'avère que l'imagination de l'écrivain l'est effectivement); de décrire des maux sans joindre la recette de l'amélioration; de s'apercevoir que la ville se détruit parce qu'il n'y a pas assez d'argent pour l'entretien des maisons; de condamner la façon de vivre de certains dirigeants, leur façon de parler, de travailler; de se battre pour l'humanité là où certaines âmes moins sensibles ne voient pas de cruautés; d'aimer Stalinvàros; de ne pas aimer Stalinvàros...; de tenir compte de certains jugements littéraires; de se moquer de certains jugements littéraires, etc. Qui nierait que, de tout ceci, encore beaucoup a été interdit sous peine de poursuites sévères — du moins du point de vue pratique — et aujourd'hui même c'est plutôt toléré qu'autorisé ouvertement comme le reste des choses permises.*

« *C'est cette liberté-là qu'il nous faut défendre à tout prix, nous les écrivains.*

« *Mais ce n'est pas la liberté entière — disent avec un accent déçu ceux qui, pour cela, nous taxeraient volontiers d'anarchistes. Si! Nous considérons cela comme la liberté totale, comme nous considérons le fait de se promener dans la rue sans contrainte; bien que ceci soit limité par les exigences de la vie en communauté. Et nous considérons cette liberté comme amputée et partielle, si — en Amérique — à cause de la couleur de notre peau on nous oblige d'emprunter de différents compartiments de voitures, si — au lac Balaton — des barbelés pénétrant au loin en profondeur nous compartimentent le monde devant nous, si sur les chemins qui mènent aux demeures de quelques-uns un soldat se dresse devant nous et nous fait changer de direction, si, comme c'est arrivé récemment à un de nos poètes connus, on nous paralyse par un enchaînement d'identifications et d'interrogatoires, pour la seule raison que nous désirons nous rendre, en possession de tous les papiers d'identité, dans une ville frontière où, selon notre propre aveu, rien d'autre ne nous appelle que des souvenirs d'enfance. Les interdictions précédentes, dans la littérature et dans la circulation des rues, préservent également notre respect de l'homme, les dernières le blessent.* »

Ainsi s'acheminait-on vers la journée du 23 octobre 1956.

---

(1) Le *Journal littéraire* (Irodalmi Ujsag) est l'hebdodaire officiel de l'Association des écrivains hongrois. Il est tiré à 20.000 exemplaires seulement, (le gouvernement ne lui fournissant pas suffisamment de papier), si bien que son prix au marché noir est dix fois supérieur à son prix officiel. Les deux rédacteurs limogés s'appelaient Miklos Molnar et Gyorgy Hamos.

(2) La « Tragédie de l'Homme » est le drame le plus représentatif et le plus joué de la littérature hongroise. Son auteur, Imre Madach — tombé dans un pessimisme presque maladif après l'échec de la Révolution de 1848 — montre les différentes phases de l'histoire de l'humanité. Adam suivi d'Eve traverse toutes les époques de l'histoire sous la conduite de Lucifer, depuis les Pharaons jusqu'au communisme. Toujours déçu, l'Homme veut connaître de nouveaux chemins. La description que l'auteur du 19e siècle donne du monde communiste utopique, qu'il décrit avec l'imagination et la précision d'un Georges Orwell, a énormément irrité les communistes hongrois qui ont obligé la Direction du Théâtre National de Budapest de retirer la pièce de son répertoire.

Le drame de Laszlo Nemeth « Galilée » était déjà en répétition au Théâtre National, quand Rakosi en a interdit la représentation. Dans la pièce — qui dure d'ailleurs quatre heures et demie — le parallèle entre l'Inquisition et le Kremlin, n'est que trop voyant. On falsifie, on torture, on humilie la science, on cache la Vérité au nom de la « raison d'Etat ». Après la chute de Rakosi, la pièce a été présentée une semaine avant la révolution.

Le ballet bien connu de Béla Bartok, le « Mandarin miraculeux » a été lui aussi retiré du répertoire de l'Opéra de Budapest en raison de sa musique et de sa chorégraphie « anticonformiste », voire « décadente ». Le Ballet a été de nouveau présenté peu avant le 23 octobre 1956...

# Le P.S.I. et les événements de Hongrie

LE 17 novembre se sont terminés à Rome les travaux du Comité Central du P.S.I. La nouvelle situation internationale s'y est fait sentir. Seuls Lombardi, Sansone, Mazzali, Matteucci et Santi se sont prononcés pour une accélération de la réunification P.S.I./P.S.D.I.; tous les autres — à leur tête Vecchietti, Basso, Targetti, de Martino et Valori groupés autour de Pertini — ont presque ignoré la réunification. Ils insistèrent sur la politique de détente internationale, la neutralité italienne, la nécessité de se distancer des communistes, mais « à l'intérieur du mouvement ouvrier homogène ».

Pertini — qui malgré sa médiocrité représente de plus en plus l'opposition à la réunification — a répété, en insistant lourdement, qu'il fallait avoir confiance dans l'édification du socialisme en Europe orientale. Pour lui, l'unification serait « une opération de corbeaux et de pucelles » si elle devait se faire au détriment du parti communiste. Il faudrait au contraire aider le P.C.I. à se mettre sur la voie du socialisme italien (*sic*). Pertini fut soutenu par Malaguigni qui affirma qu'« il valait mieux que le P.S.I. restât comme il était ». Somme toute, quinze jours de flots de sang en Hongrie n'ont rien appris aux cadres paracommunistes de la direction du P.S.I.

Nenni dut contre-attaquer. Il commença par soutenir que le mouvement vers une réunification socialiste n'avait point son origine dans les entretiens de Pralognan : il est né de la situation changée — c'est-à-dire du « dépassement du frontisme et de la liquidation du centrisme ». (En jargon marxiste italien, frontisme signifie le regroupement des « forces populaires » autour du bloc des socialistes et des communistes.) Nenni dit en particulier : « Le frontisme était tout à fait valable de 1948 à 1953; il subit une crise en 1953 pour finir par devenir un élément d'isolement même pour les forces socialistes ». Il poursuivit : « Pour en sortir, il fallait une initiative autonome des socialistes, hors de toute hypothèque frontiste. Cela vaut pour le parti aujourd'hui, cela vaudra demain pour le parti unifié. Le prix que nous devons payer pour l'unification n'est autre que la liquidation du frontisme. Le prix que doit payer la social-démocratie est la liquidation du centrisme (N.B. centrisme = alliance P.S.D.I./D.C./P.R.I./P.L.I.). Si le 32e Congrès du P.S.I. liquide le frontisme, le Congrès du P.S.D.I. liquidera le centrisme et la voie de la réunification sera ouverte. Somme toute, les motifs politiques de dix années de scission auront disparu.

Ensuite, Nenni fit ressortir que dans sa perspective personnelle la politique étrangère du P.S.I. veut être neutre.

Mais le passage essentiel des déclarations de Nenni fut le suivant : « Les rapports avec le P.C.I. ne se posent plus en termes de pacte d'unité d'action, ni même de pacte de consultation. Ces rapports se sont transformés et se transformeront encore davantage en relations de liberté réciproque dans les limites de la solidarité de classe ouvrière qui pose tous les jours aux socialistes et aux communistes des problèmes et responsabilités communs dans les usines, dans les campagnes, dans les administrations publiques. »

Pertini intervint à ce point pour demander si en fin de compte la politique unitaire était encore valable. Nenni répondit évasivement : « Elle est valable dans les rapports de classe, mais il faut prendre acte du fait que sur l'appréciation fondamentale de la politique intérieure et extérieure il n'y a plus d'accord entre P.S.I. et P.C.I. ». Puis, Nenni se déclara surpris de l'attitude du P.C.I. en face de l'évolution polonaise et de la répression du soulèvement hongrois : « Tout semblait prédisposer le parti communiste italien à une prise de position plus ouverte, moins sectaire, plus en harmonie avec la déstalinisation. Or, tout au contraire, le P.C.I. laissa aux P.C. d'autres pays la tâche de prendre une position juste, il laissa cette tâche à Tito. Le discours de celui-ci est juste et courageux, même s'il contient un « si » qui semble dicté par des raisons d'Etat — il s'agit de ce « si » avec lequel l'hérétique d'hier et peut-être de demain laisse subsister l'espoir d'une possibilité que l'intervention des chars soviétiques à Budapest puisse être justifié par le sauvetage du socialisme en Hongrie. En vérité le socialisme en Hongrie sera sauvé par les ouvriers, non pas grâce aux chars soviétiques, mais malgré eux ».

Nenni termina en analysant les causes de l'isolement actuel et éclatant du P.C.I. : « Un parti ouvrier qui a derrière soi une histoire comme celle du parti communiste, qui a la force du parti communiste, ou bien s'isole lui-même par son propre sectarisme — ou bien personne ne parvient à l'isoler. Ces jours-ci, les communistes se sont isolés eux-mêmes; dans la mesure dans laquelle ils participeront à la bataille démocratique et aux luttes revendicatives ouvrières, personne ne les isolera. »

Après moult débats, le Comité central du P.S.I. approuva finalement une résolution assez filandreuse qui tout en parlant longuement de l'agression anglo-française contre l'Egypte finit par déclarer : « Les événements de Hongrie rappellent le monde ouvrier tout entier au respect des principes du socialisme et démontrent la nécessité de mener à fond la déstalinisation. »

Une étude des discussions du Comité central permet quelques conclusions. Il apparaît nettement que les cadres dirigeants suivent de moins en moins Nenni dans ses efforts de réunification. Une preuve en est que le silence le plus complet a régné sur la proposition de Nenni de poser un ultimatum aux « partisans de la paix italiens » sur les événements de Hongrie. Somme toute, deux voies s'ouvent au P.S.I. :

1° L'unification avec le P.S.D.I. et la réconciliation avec la D.C.

2° Essayer de s'assurer le rôle de « guide » dans le mythe de l'unité de la classe ouvrière et ce pour récupérer les pertes du P.C.I. tout en prenant garde de ne pas rompre « trop » avec lui. Cette dernière solution qui permettra aux cadres du P.S.I. de continuer en toute tranquilité de jouir de leurs prébendes municipales, semble actuellement l'emporter au sein du Comité central.

*APRÈS AVOIR LU*
EST & OUEST
*NE LE DÉTRUISEZ PAS*
*ENVOYEZ-LE A UN AMI*

# Consternation chez les communistes anglais

EN Grande-Bretagne, comme en France, les événements de Hongrie — suivant de près les révélations de Khrouchtchev et les troubles de Poznan — ont causé une grande consternation et de nombreuses défections dans les rangs du Parti communiste.

Les mineurs du Dumbartonshire et du Lanarkshire ont réclamé la démission des membres communistes du Comité Exécutif écossais du syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers); ceci constitue un des indices de la perte de vitesse enregistrée par les communistes en Angleterre.

Ces revendications, qui font suite à une manifestation des mineurs, visaient spécialement M. Abe Moffat, le Président de l'Exécutif écossais du syndicat. Détail significatif, il n'était pas à son bureau pour recevoir les protestations officielles, qui furent transmises au quartier général du syndicat à Edimbourg par une délégation de plus de cent mineurs. Ces revendications font suite à des mouvements similaires qui eurent lieu dans d'autres régions minières en vue d'écarter les communistes des fonctions syndicales officielles.

Quelques jours plus tôt, un autre membre du clan Moffat, M. Alex Moffat, qui est également un dirigeant important du syndicat des mineurs, avait démissionné du Parti pour protester contre l'intervention soviétique en Hongrie. Le même jour, le secrétaire général du syndicat des pompiers, M. John Horner, démissionna du parti pour les mêmes raisons.

Mis à part ces quelques cas précis, il reste encore dans le mouvement syndical britannique de nombreux communistes qui n'ont montré aucune trace de repentir. Abe Moffat semble être un de ces staliniens coriaces, tout comme M. Arthur Horner, du syndicat des mécaniciens. Le nouveau secrétaire général de la branche écossaise du syndicat des mineurs, M. John Wood, est un des dirigeants du « Mouvement de la paix » en Grande-Bretagne. Un autre communiste notoire, M. W.A.G. Roberts, a été élu président du « National Union of Vehicle Builders », poste qu'il a déjà occupé auparavant.

Au premier scrutin pour le poste de secrétaire général de l'important syndicat des Mécaniciens (Amalgamated Engineering Union), le candidat communiste, M. J.R. Scott, vient en troisième position. Cela signifie qu'il est hors de course pour ce poste. Comme il a quitté son emploi dans l'exécutif du syndicat pour briguer cette nouvelle charge, il n'occupe plus aucune fonction dans le syndicat.

⁂

En dehors du mouvement syndical, la crise du Parti s'est surtout manifestée dans le *Daily Worker*. Les premiers jours de l'insurrection hongroise, le *Worker* essaya de minimiser l'affaire. Le 24 octobre, son correspondant spécial à Budapest, Peter Fryer, considéra que les premières manifestations n'étaient d'aucune manière « dirigées » contre le Parti des Travailleurs hongrie. A partir de cette date, le *Worker* présenta les événements comme une lutte entre les véritables « démocrates » et les « bandes armées » de « réactionnaires fascistes ». A partir du 4 novembre, lorsque le régime Kadar fut installé sous la protection de l'Armée rouge, le *Worker* ressortit le slogan de la « terreur blanche ». Pour reprendre les termes d'une déclaration de l'exécutif du parti, du 11 novembre, « *pour l'armée soviétique le choix était clair; ou bien aider les communistes et les socialistes hongrois dans leur lutte contre un retour du fascisme, ou bien rester sur place et assister à l'écrasement du peuple hongrois par la réaction hongroise et occidentale; ou bien aider à conserver les réalisations du socialisme en Hongrie, ou bien permettre à l'impérialisme de s'emparer une fois de plus de la Hongrie et de s'en servir comme d'une base contre les pays socialistes* ».

Malheureusement pour la direction communiste, les militants avaient la possibilité de lire d'autres journaux. Tout comme l'équipe du *Daily Worker* elle-même, qui était et est encore âprement divisée sur toute la question. Citons parmi les défections les plus importantes : M. Douglas Goldring, le critique cinématographique, et Gabriel, le talentueux dessinateur du journal.

⁂

La démission la plus importante fut celle du correspondant du journal à Budapest, Peter Fryer. Dans une lettre au directeur du *Worker*, Fryer déclara qu'il démissionnait parce que le *Worker* n'avait pas intégralement publié ses dépêches de Budapest et ne révélait donc pas à ses lecteurs la vérité sur la Hongrie. Selon Fryer l'intervention soviétique « *était à la fois criminelle et inutile* », les troupes soviétiques ne se battaient pas contre des fascistes, mais contre « *des ouvriers, des soldats et des étudiants* ». Tout compte fait, les espoirs des révolutionnaires en une Hongrie véritablement indépendante, démocratique et socialiste « *furent écrasés par l'intervention soviétique* ». Fryer conclut en disant qu'il se considérait encore comme communiste, qu'il ne démissionnait pas du parti, mais qu'il aurait à trouver d'autres moyens pour révéler la vérité. Il spécifia qu'il avait refusé des offres de publier son reportage dans la presse capitaliste.

Le 15 novembre, le comité politique du Parti lança un appel aux membres pour qu'ils « *se joignent à la lutte contre l'offensive ennemie et pour le renforcement du Parti communiste* ».

Mais, à en juger par les démissions et par les controverses qui font rage jusque dans les pages des journaux du Parti, les membres qui restent fidèles émettent eux-mêmes de vives critiques à l'égard de la politique du Parti.

Cette crise rappelle à maints égards celle qui sévit dans le Parti en 1939.

Jusqu'à présent, aucun membre du personnel dirigeant du Parti n'a démissionné. Harry Pollitt, ancien secrétaire général et actuel président du Parti, est resté silencieux. Une délégation du Parti vient de rentrer de Moscou. Mais rien de concret n'a encore été révélé sur leur visite. La situation demeure très fluide.

JOHN CLEWS.

# La police secrète de Béria et la restauration des cultes

*ON lira ci-dessous le troisième et dernier article du R.P. Léopold Braun sur les relations entre l'Eglise et l'Etat en U.R.S.S. Rappelons que les deux autres articles de la série ont paru dans nos précédents Bulletins. Le R.P. Braun, Augustinien de l'Assomption, est aux Etats-Unis, après avoir servi pendant douze ans comme curé de l'église Saint-Louis-des-Français à Moscou.*

⁂

L'ANNÉE 1943 a marqué un tournant dans l'attitude du Kremlin vis-à-vis de la religion en général et de l'Eglise orthodoxe en particulier. L'effroyable holocauste de la deuxième guerre mondiale contribua puissamment à cristalliser, pour ainsi dire, la force spirituelle de la Russie, qui eut alors l'occasion de se montrer dans toute son indéniable vigueur.

Il ne serait pas exact de parler d'une renaissance religieuse en Russie, quoique le cataclysme de la guerre ait beaucoup contribué à réveiller dans le peuple les convictions spirituelles dont les signes extérieurs avaient été étouffés. Dès le début de la guerre, l'immense potentiel spirituel de la Russie, sans distinction de confession, eut tout-à-coup une occasion de se manifester. Toutes les églises disponibles, c'est-à-dire celles qui avaient échappé à la fermeture ou à la destruction des années précédentes, étaient pleines à craquer. Il n'y avait pas alors, et il n'y a pas aujourd'hui, assez d'églises, de mosquées et de synagogues ouvertes au culte.

Les signes de tolérance montrés par le Kremlin étaient motivés plus par les besoins immédiats de l'heure que par un changement de cœur. L'Etat, forcé de tenir compte de la puissance invisible mais réelle de la religion, n'a modifié ses vues à aucun moment. Une preuve en est dans une déclaration officielle faites par Kalinine, lequel tenait la fonction purement nominale de Président de l'U.R.S.S.

Observant qu'un nombre considérable de soldats de l'Armée rouge priaient dans le privé, Kalinine demanda aux non-croyants de ne pas se moquer d'eux, bien que, ajouta-t-il, « nous considérons la religion comme étant une erreur ». C'était encore une manière de montrer une « neutralité » en matière religieuse.

Cependant, ces circonstances de force majeure produisirent des résultats vraiments étonnants. Le Kremlin décida qu'il fallait absolument faire quelque chose pour reconstituer la hiérarchie pratiquement exterminée de l'Eglise russe orthodoxe. Il devenait impérieusement nécessaire de prouver au monde que les maigres et rares nouvelles émanant de l'U.R.S.S. sur l'arrestation des métropolites, archevêques, évêques, archimandrites, diacres, etc., avaient été des calomnies ou de malicieuses inventions contre le régime soviétique. Mais le nombre infime de dignitaires ecclésiastiques encore en fonction, quand se déclencha la « croisade » de Hitler, pouvait se compter sur les doigts des deux mains.

Afin de remédier à cette situation, tout en faisant démentir les « calomnies », le Kremlin décida une mesure extraordinaire. On se mit à penser que dans le nombre immense de prélats, clercs, moines et diacres arrêtés et exilés avant 1941, il devait s'en trouver qui étaient encore en vie. Où étaient-ils? Et combien? Si on parvenait à les récupérer, consentiraient-ils à se mettre au service d'une administration ecclésiastique hâtivement réorganisée? Se pourrait-il qu'un évêque vivant quelque part en « exil libre » de l'U.R.S.S., acceptât d'être réinstallé dans son éparchie (diocèse)?

Au fur et à mesure que la « croisade » allemande prenait de l'ampleur, illustrée par la défection spectaculaire de plusieurs prélats des Etats baltes et de l'Ukraine, la question préoccupait le Politburo et par conséquent Staline. Maintenant, les mêmes geôliers, agents de la « sécurité » gouvernementale qui, pendant les vingt-cinq années précédentes, avaient déployé leurs efforts pour « liquider » le clergé, étaient rassemblés dans un département spécial, sous la direction de Béria, chef suprême du N.K.V.D.

C'est ici la première fois, à la connaissance de l'auteur, que mention est faite de la mission très spéciale en vertu de laquelle Béria, de triste réputation, était chargé de toute urgence de rétablir la hiérarchie orthodoxe qu'il s'était acharné à faire disparaître à l'instar de ses deux prédécesseurs d'infâme mémoire : Iagoda et Iejov. Tous ces chefs de la police secrète s'étaient tristement distingués par des tueries, arrestations et condamnations sans nombre en temps de paix.

Suivant la nouvelle directive de Staline ordonnant le rétablissement de l'Eglise orthodoxe en territoire non occupé, les agents de Béria organisèrent une sorte de chasse à l'homme sans précédent depuis l'avènement du marteau et de la faucille. Des agents de Béria firent l'inspection des camps de concentration pour y retrouver quelque martyr de la foi n'ayant pas encore trépassé.

C'était extrêmement difficile, non seulement à cause des conditions de guerre, mais du fait que les registres et archives des camps de prisonniers politiques étaient en général mal tenus. Pour comprendre l'indescriptible désordre affectant des millions de prisonniers politiques, sans parler des forçats de droit commun, le lecteur doit savoir que seul le *natchalnik* (commandant) de ces lieux d'internement sait si tel ou tel prisonnier, désigné par un numéro, est vivant ou mort.

Tous les prisonniers politiques, surtout ceux des camps de travaux forcés, perdent leurs droits civiques. On leur enlève leur passeport intérieur et les autres papiers personnels. Leurs noms figurent sur un immense registre au bureau du *natchalnik*. Avec les centaines de gardes armés entourant ces malheureux, il est fort difficile de s'échapper : si quelqu'un ne répond pas à l'appel, cela veut dire qu'il est mortellement malade et gît dans un misérable lazaret, ou bien qu'il est déjà décédé. Dans ce dernier cas, on place une croix à côté du nom de l'homme ou de la femme en question.

Ordinairement, cette brève formalité bureaucratique marque un point final dans l'existence terrestre de ces victimes. En règle générale, les proches parents ne reçoivent pas d'avis de décès. C'est le cas particulièrement des prisonniers condamnés sans procès « *bez prava pérépiski* », c'est-à-dire privés du droit de recevoir ou d'expédier des lettres.

Ce fut dans ces circonstances de désordre et de confusion générale que les agents de Béria se mirent, sur l'ordre de Staline, à rechercher les prélats encore en vie. Un très petit nombre fut trouvé, que la mort n'avait pas encore libérés de leurs souffrances. Les bourreaux qui avaient passé des mois dans les cellules souterraines de la prison centrale du N.K.V.D. à extorquer des signatures aux « confessions » préfabriquées, proposaient maintenant à leurs victimes de rentrer à Moscou. On leur promettait tout : nourriture, logement, voiture, vêtements, ornements liturgiques, téléphone, et une foule d'autres commodités jugées simplement normales dans les pays civilisés.

La plupart demeurèrent fermes dans la noble décision de refus, prise par ces hommes de Dieu, exilés en haine de leur foi. Un grand nombre répondirent que puisqu'on les avait traqués pour pourrir et mourir à cause de leur attachement au Christ, leur seul désir était d'être laissés tranquilles pour mourir en paix. A aucune condition, ils ne voulaient prendre part à cette comédie hypocrite élaborée par les sans-Dieu du Kremlin.

Pendant ce temps, on préparait fébrilement l'élection à Moscou du patriarche. Il devenait urgent d'activer la recherche des dignitaires ecclésiastiques de manière à pouvoir constituer un quorum présentable lorsque le temps serait venu du concile en préparation. Béria s'évertua par tous les moyens possibles à constituer ce quorum. Il n'y avait pas de temps à perdre puisque les autorités religieuses chrétiennes, musulmanes et juives à l'étranger, dont les pays contribuaient à l'effort de guerre, se montraient inquiètes au sujet de leurs coreligionnaires de l'U.R.S.S. La coalition militaire anglo-américano-franco-soviétique incitait Staline à monter une façade et il fallait faire vite.

A l'époque de l'élection du patriarche Tykhon en 1917, les délégués au concile étaient 564, venant de 66 diocèses. Sur ce nombre, 286 représentaient le clergé de l'Eglise russe orthodoxe. Vingt-six ans après, le concile du 8 septembre 1943, organisé avec l'aide de Béria, eut toutes les difficultés du monde à rassembler 30 délégués. En excluant le petit nombre de dignitaires qui habitaient la région de Moscou, cela montre le piteux résultat obtenu même avec le concours du N.K.V.D.

Sans doute, plusieurs des 564 délégués de 1917 étaient déjà morts en 1943. On sait avec la plus entière certitude que certains de ces décès n'étaient pas dus à des causes naturelles. La comparaison des deux chiffres : 564 délégués en 1917 et à peine 30 en 1943 résume plus éloquemment que tout commentaire les désastreuses conséquences de vingt-six années de persécution religieuse.

Le patriache Serge, élu en septembre 1943, mourut en mai 1944, se faisant remplacer par le patriarche Alexei, autrefois métropolite de Léningrad, élu au début de 1945. A l'occasion de cet autre concile, l'Eglise de l'U.R.S.S. reçut la permission « d'inviter » à Moscou tous les chefs ecclésiastiques des églises sœurs du Proche-Orient et des Balkans. Les hôtels de la capitale furent vidés des Russes qui y vivaient en permanence, afin de faire place aux visiteurs. L'affluence de tous ces ecclésiastiques dans les rues de Moscou était évocatrice du bon vieux temps, disaient les Moscovites. De reluisantes voitures neuves furent placées à la disposition des invités qui, dans leurs amples robes (spectacle inouï) avaient envahi la capitale en grand nombre. De vieux concierges et balayeurs de rue n'en pouvaient croire leurs yeux. Mi-sérieux, mi-badins, les passants faisaient entendre leurs commentaires : « *Davnime davno my étovo nié vidali* » (il y a belle lurette que nous n'avons vu rien de semblable) disaient ces braves gens, baisant les mains des archevêques en leur demandant leur bénédiction.

Pour l'édification des visiteurs, on improvisa rapidement un concert de musique sacrée. La presse soviétique en donna un compte rendu de manière à faire croire que l'événement était des plus normaux. Or, rien de tel n'avait été vu ou entendu depuis la révolution. La prohibition de la musique sacrée dans toutes les salles publiques avait été totale. C'était même la coutume de prévenir les artistes venus de l'étranger de rayer de leurs programmes tout morceau de caractère religieux. Une fois l'an seulement, dans la grande salle du Conservatoire, on pouvait entendre le *Requiem* de Mozart ou celui de Verdi.

## Le Mouvement Pan-Slave

Acculés par la guerre, les Soviétiques résolurent de tirer avantage même des concessions faites à l'Eglise.

Les leaders ne tardèrent pas à comprendre l'importance des avantages politiques dont le communisme pourrait en bénéficier, surtout dans le Proche-Orient. C'est en partie pour cette raison que le Mouvement Pan-Slave fut fondé. Son but déclaré était le ralliement de tous les frères slaves de Bulgarie, de Yougoslavie, de Pologne et d'autres pays dont les coutumes, les traditions religieuses et les langues sont si intimement proches de la Russie.

L'Eglise orthodoxe reçut une vigoureuse impulsion pour se manifester non seulement en Russie, mais également dans les pays limitrophes. Pour la circonstance, la vieille idée de Moscou « Troisième Rome » fut ressuscitée. De vieux et ardents slavophiles se réjouirent à la pensée que leurs rêves allaient se réaliser. Leur désenchantement fit peine à voir quand les vrais motifs du Kremlin commencèrent à percer à travers ces premiers enthousiasmes.

On entendait les Russes qui voyaient clair dans ces manœuvres dire : « *Eto nitchévo kromé obmana* » (tout cela n'est que tromperie). Le fait est que le Kremlin cachait mal ses desseins derrière certaines personnalités ecclésiastiques choisies pour figurer à côté de chefs dont l'athéisme crevait les yeux de tout le monde.

C'est alors que commencèrent à paraître des déclarations patriarcales faisant écho aux décisions et tactiques du Parti communiste, mais exprimées dans un langage ecclésiastique solennel. A partir de cette époque, chaque fois qu'un visiteur de marque arrivait de l'étranger, on ne manquait jamais de l'amener à la résidence du Patriarche. Or, celle-ci, toujours pour les besoins de la cause communiste, avait été soudain déménagée des deux modestes pièces d'une isba pour être installée avec éclat dans l'hôtel particulier (évacué depuis le début des hostilités) de l'ambassade du Reich à Moscou.

Quand Staline se mettait à gémir pour l'ouverture d'un second front, ses plaintes étaient fidèlement répétées par le patriache Serge. Chaque fois, comme par enchantement, ces appels du Patriarche étaient répétés dans les dépêches de toutes les agences de presse étrangère représentées à Moscou.

## Le gouvernement prend acte de la religion

Un mois après l'élection du patriarche Serge, la *Pravda* publia un communiqué officiel de *Tass*, annonçant que le Conseil des Commissaires du Peuple établissait une Commission d'Etat dont la fonction serait de s'occuper des problèmes religieux de l'Eglise russe orthodoxe. Le camarade Géorgi Grigoriévich Karpov (ex-fonctionnaire du N.K.V.D. et agent de Béria), athée reconnu, était nommé président de cette commission. Ce triste personnage occupe le poste encore maintenant.

La question de savoir si, oui ou non, l'athéisme de Karpov démontre la prétendue séparation entre l'Eglise et l'Etat, est de peu d'importance. Si paradoxal que cela puisse paraître à première vue, il faut bien reconnaître que les destinées du Patriarcat sont gérées en matière tant spirituelle que matérielle par le président de cette Commission. Dans le *New York Times* du 1er février 1956, un article sur l'« *Eglise et l'Etat dans l'Union soviétique* » cite Karpov comme ayant dit à M. Cyrus L. Sulzberger, auteur dudit article, que sa fonction consistait à « empêcher des altérations dans les relations entre l'Eglise et l'Etat ».

La description que Karpov donne de sa fonction n'est qu'un euphémisme couvrant l'intrusion de l'Etat dans la vie de l'Eglise orthodoxe. Toute personne ayant vécu en Russie, sachant la langue et ayant des relations avec les Russes en dehors des liaisons officielles, sait parfaitement à quel point l'Etat s'ingère dans les affaires ecclésiastiques.

Un spectacle ridicule au possible consistait à voir ce président athée faire son apparition dans une église à l'occasion d'un concile et prononcer un discours au nom de l'Etat. Plusieurs Russes considérèrent que les limites de la révérence étaient outrepassées en voyant le texte des discours de Karpov reproduit dans la revue patriarcale.

La création de cette Commission d'Etat pour le règlement des affaires religieuses orthodoxes constitua un événement historique. Elle marqua le premier pas officiel des Soviétiques, en vingt-six ans, pour « reconnaître » l'orthodoxie russe. Il importe toutefois de faire remarquer que le décret-loi du 23 janvier 1918 demeurait alors et demeure encore en vigueur. Il serait tout-à-fait erroné de le considérer comme lettre morte.

Aux articles 1 et 12 de cette législation, on lit : « L'Eglise est séparée de l'Etat. Les églises ou communautés religieuses ne jouissent pas du droit de propriété, ni de la personnalité juridique. »

Malgré les contorsions mentales auxquelles on s'expose en étudiant la phraséologie soviétique, l'incompatibilité est frappante entre ce qui est à la fois affirmé et nié sous le même rapport. Aucun esprit sain ou normal ne peut ignorer le principe universel de contradiction.

Les confessions religieuses non orthodoxes de l'U.R.S.S. durent attendre jusqu'au 1er juillet 1944 avant d'être l'objet d'un décret semblable. A cette date, la *Pravda* publia ce décret ainsi formulé :

« Par décision du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S., il a été établi auprès du *Sovnarkom* de l'U.R.S.S. une commission pour affaires des cultes religieux, afin d'établir une liaison entre le gouvernement de l'U.R.S.S. et les chefs des communautés religieuses : Arméniens, Grégoriens, Vieux-croyants, Gréco-catholiques, catholiques, luthériens, les confessions musulmane, judaïque, boudhiste et autres organisations de sectes, pour les affaires cultuelles exigeant l'autorisation gouvernementale. Le camarade I.V. Polianski a été nommé président de la Commission pour affaires des cultes religieux auprès du *Sovnarkom* de l'U.R.S.S. »

En théorie au moins, toutes les religions semblent égales. C'est ce que la loi stipule. Mais dans l'Union soviétique, ce que proclame une loi et ce qui se fait en pratique sont très souvent deux choses bien différentes. La simple mention faite des diverses confessions : luthérienne, judaïque, catholique, musulmane, etc., ne signifie pas que les milliers d'églises, de mosquées et de synagogues autrefois détruites sont maintenant reconstruites ou rendues au culte.

La presque totalité des temples protestants dont la fermeture fut imposée avant le décret de 1944 sont demeurés fermés en Russie proprement dite, sauf un nombre insignifiant à Moscou. Ceux-ci furent rendus au culte sous le coup de la « croisade » de Hitler. Les autorités sont trop heureuses de pouvoir montrer de rares édifices du culte aux délégations étrangères.

A ces occasions, la section « Agitprop » (d'agitation et de propagande) ne manque jamais de faire tourner ses caméras pour enregistrer la présence des visiteurs émerveillés. Pour la même raison, le fait que l'Eglise dite « Rénovée » ou « Vivante » n'est pas mentionnée dans le décret de 1er juillet 1944 ne signifie aucunement que cette faction populairement appelée « Eglise Rouge » n'existe plus.

Quoique le Kremlin ait encouragé les défections de cette secte (dans le sens opposé aux agissements communistes de 1923) de manière à ranimer le Patriarcat vingt ans plus tard, la vieille maxime politique « diviser pour régner » a toujours été appliquée avec profit par le Présidium, nouveau nom du Politburo.

Alors que le régime tsariste avait son Procureur gérant ouvertement tous les cultes, les Soviétiques, tout en proclamant en théorie la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ont en effet deux procureurs. L'un est préposé exclusivement aux affaires religieuses orthodoxes, tandis que l'autre a la gérance des cultes non orthodoxes. Le Bureau central du camarade Polianski, président du Conseil pour les affaires non orthodoxes, est établi à Moscou dans une maison autrefois habitée par la célèbre danseuse Isadora Duncan.

## Plus cela change, plus c'est la même chose

Lors du décret du 1er juillet 1944, Polianski assura l'auteur, de la manière la plus catégorique, que rien n'était changé aux 78 articles codifiant la législation religieuse soviétique. En d'autres termes, l'établissement de cette commission ne changea rien aux lois existantes. La même considération s'applique à la commission pour affaires de l'Eglise russe orthodoxe, quoique celle-ci jouisse d'une plus grande latitude. Les événements qui se sont déroulés depuis 1945 ont clai-

rement démontré que l'attitude d'hostilité du gouvernement en matière religieuse s'est maintenue.

A certaines périodes intermittentes, la *Pravda*, les *Izvestia* et la *Komsomolskaya Pravda* ont repris leurs attaques contre la religion. Tout en évitant les insultes personnelles directes, comme cela se voyait avant la dernière guerre, les campagnes contre les « superstitions religieuses » sont encore à l'ordre du jour. Les musées antireligieux hâtivement fermés lors de la « croisade » de Hitler se rouvrent de nouveau.

La Ligue des Athées Militants prétendûment dissoute opère maintenant sous un autre nom. Avec plus de subtilité, cette organisation de mauvaise renommée fonctionne sous l'appellation nouvelle de Société pour la Diffusion des Connaissances Politiques et Scientifiques. Sous ce titre ronflant, la société, continue d'attaquer les religions non seulement de l'U.R.S.S., mais notamment celles de l'Amérique du Nord. Les écrivassiers de cette société s'évertuent à « démontrer scientifiquement » que le clergé tant protestant que catholique est propagateur d'obscurantisme religieux.

Incontestablement il y a du « nouveau » dans l'attitude du gouvernement soviétique en matière religieuse. Mais c'est une nouvelle attitude utilitaire du genre décrit dans ces articles. On a soin aujourd'hui d'éviter les méthodes offensantes mises en pratique jusqu'à l'invasion allemande. Les résultats sont les mêmes.

En Lithuanie par exemple, depuis l'attitude nouvelle, quatre évêques catholiques sur cinq ont disparu. En Estonie et en Lettonie, où le protestantisme est prédominant, les résultats sont comparables, depuis l'annexion soviétique, à ceux que l'on constate à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Certains observateurs de la situation religieuse en Russie, très sincères du reste, arrivent à des conclusions n'ayant aucun rapport avec la réalité. Les chefs soviétiques assez rusés pour comprendre cette curieuse psychologie, ne laissent passer aucune occasion de nourrir cette manière de penser. La section de propagande de l'U.R.S.S. entretient dans l'esprit de ces observateurs la pensée erronée que les choses ne vont pas si mal.

Périodiquement, on laisse tomber dans l'oreille d'un journaliste étranger une déclaration propre à alimenter cet état d'esprit. Un exemple frappant de cette tactique est la déclaration de Khrouchtchev faite à l'Ambassade de Yougoslavie en novembre 1954, et publiée dans le monde entier. Le premier secrétaire du Parti communiste fit savoir *urbi et orbi* que quiconque le croyait opposé à la religion était dans l'erreur.

Les journalistes sautèrent là-dessus à pieds joints comme sur l'indication d'un relâchement dans la propagande antireligieuse. Khrouchtchev faisait ici allusion à un décret sur la religion qui venait de paraître.

Comme cela arrive si souvent, le décret avait été mal interprété par la grande majorité des journalistes. Ce que le successeur de Staline a dit en réalité, c'est que la propagande antireligieuse s'était montrée inefficace; et il a préconisé de mettre fin à certains procédés ridicules dans la lutte contre la « superstition religieuse ».

Ce que Khrouchtchev demanda effectivement fut une « *intensification* » de la propagande antireligieuse, présentée désormais sur une base plus « scientifique ». Tout cela prouve la détermination du régime soviétique de se débarrasser de la religion.

Ce que Kalinine a dit au sujet de la religion, considérée par le gouvernement comme étant une « erreur », Khrouchtchev le répète en d'autres termes. En 1941, à la veille de l'invasion allemande, Emilian Yaroslavski, président de la Ligue des Athées Militants, écrivait : « En partant de la prémisse que la religion ne mourra pas d'elle-même, notre parti organise l'enseignement scientifique le plus étendu possible dans le sens de la propagande antireligieuse par le moyen de journaux, conférences, conversations et la radio. Notre programme avertit tous les communistes d'avoir à éviter d'offenser le sentiment religieux des croyants, parce qu'une telle attitude n'aboutit qu'à une intensification de la croyance religieuse. »

Ce que les Athées Militants disaient il y a quinze ans, Khrouchtchev le redit aujourd'hui à sa manière. Il ne doit faire de doute pour personne que le christianisme et le communisme sont incompatibles. Plus cela change en Union soviétique, que ce soit sous Lénine, sous Staline, sous Malenkov ou sous Khrouchtchev, plus c'est la même chose.

Au terme de cette série d'articles, le lecteur est invité à considérer le côté réconfortant de l'ensemble. La force surprenante de la foi religieuse en U.R.S.S. devrait produire en nous un puissant sentiment de vraie solidarité internationale. Nos frères dans le Christ tournent vers nous des regards pleins d'espoir. A travers leurs souffrances et tribulations encore insoupçonnées dans le monde occidental, les peuples de l'ancienne Russie n'ont pas failli à leurs convictions spirituelles. Cette considération s'applique sans distinction aux vastes multitudes de croyants en U.R.S.S.

A la lumière de ces considérations fondées sur des faits sérieusement contrôlés, n'est-il pas du devoir de chacun parmi nous d'appeler sur nos chefs d'Etat les lumières indispensables de l'Esprit Saint? Le temps est venu pour nos chefs de prendre position dans cette lutte entre le matérialisme assoiffé de domination mondiale et le christianisme qui montre le chemin de la paix fraternelle. Ce n'est qu'en résistant aux puissances des ténèbres que nous pourrons renforcer les rangs des hommes de bonne volonté qui cherchent la paix dans la justice.

LÉOPOLD BRAUN, A. A.

## LE P.C.F. CONTRE GOMULKA

Le P.C. français n'ose pas condamner ouvertement Gomulka, puisque Moscou ne l'a pas fait. Mais il prend ses distances à l'égard du « gomulkisme ».

« *Des appréciations officielles du Parti Ouvrier Unifié Polonais appellent de notre part des questions ou des réserves* », a déclaré M. Étienne Fajon, le 2 novembre 1956. « *C'est le cas du rapport présenté par le camarade Gomulka à la dernière session du Comité Central. Dans la recherche des causes des difficultés que la République polonaise a connues récemment, ce rapport ne fait pas la moindre allusion aux forces sociales hostiles au socialisme, alors que nous pensons que ces forces ont joué le premier rôle. C'est au Parti que le rapport attribue tous les défauts, toutes les responsabilités, y compris la responsabilité exclusive de Poznan. « Tenter de présenter la tragédie de Poznan comme une œuvre des impérialistes, affirme-t-il, fut une grande naïveté politique. » Nous pensons que la naïveté consisterait au contraire à ne pas voir l'action funeste de ces éléments ennemis. Nous croyons que la correction nécessaire des erreurs du Parti ne saurait aboutir à la thèse fausse et démoralisatrice selon laquelle tout ce qui va mal lui serait imputable.* » (« *l'Humanité* », 3-11-56.)

# Analyse des élections administratives en Vénétie Tridentine

Le 11 novembre 1956, des élections administratives se sont déroulées dans la région autonome de Vénétie Tridentine. Les électeurs avaient été appelés aux urnes pour désigner de nouveaux conseillers communaux et provinciaux. Ces élections régionales revêtent un intérêt particulier du fait qu'elles sont les premières survenues en Italie depuis le rapprochement entre P.S.I. et P.S.D.I., d'une part, les événements de Hongrie, d'autre part. Alors que les résultats des élections municipales (désignation de conseillers communaux) ne reflètent guère autre chose que des luttes de clientèle autour d'un clocher, les résultats des élections provinciales ont une nette signification politique qui dépasse dans une certaine mesure le cadre de la Vénétie Tridentine.

Les résultats numériques des élections *provinciales* en Vénétie Tridentine ont été les suivants en comparaison avec les dernières élections provinciales de 1952 (pour plus de précision, la comparaison avec les élections politiques de 1953 n'est pas donnée : on ne peut comparer que des choses comparables) :

| Partis | 1952 | 1956 | Variation de 1956 par rapport à 1952 |
|---|---|---|---|
| P.C.I. (Communistes) | 17.047 | 12.991 | — 4.056 |
| P.S.I. (Socialistes) | 27.406 | 10.826 | — 16.580 |
| Union P.S.I.-P.S.D.I. | — | 35.765 | + 35.765 (*) |
| P.S.D.I. (Sociaux-Démocrates) | 21.839 | 7.782 | — 14.057 |
| D.C. (Démocratie chrétienne) | 157.201 | 176.508 | + 19.307 |
| P.L.I. (Libéraux) | 3.455 | 8.928 | + 5.473 |
| M.S.I. (Fascistes) | 15.190 | 16.163 | + 973 |
| P.N.M. (Monarchistes) | — | 2.635 | + 2.635 |
| S.T.V.P. (Autonomistes) | 126.061 | 135.125 | + 9.064 |
| Divers | 10.414 | 4.942 | — 5.472 |
| | 378.613 | 411.665 | + 33.052 |

(*) En comptant l'ensemble des voix P.S.I. + P.S.D.I., on obtient : 49.245 voix en 1952; 54.373 voix en 1956, soit par rapport à 1952 un gain de 5.128 voix.

Il est difficile de tirer de ce tableau des déductions certaines : en effet, la Vénétie Tridentine se compose de deux provinces très différentes : celle de Trente et celle de Bolzano.

Dans la province de Bolzano, toute la vie politique est subordonnée à la rivalité ethnique entre Italiens et Autrichiens. Cette lutte a comme conséquence un renforcement de la droite et de l'extrême droite au sein du groupe ethnique italien (M.S.I.) et une réduction du jeu des partis à un combat entre deux blocs catholiques et anticommunistes : la D.C. et la Südtyroler Volkspartei.

Dans la province de Trente, la vie politique est à peu près débarrassée de l'hypothèque ethnique les résultats des élections peuvent donc servir de bases pour des extrapolations. Mais il ne faut pas perdre de vue que la province de Trente, patrie de De Gasperi, a été et est la forteresse inexpugnable de la démocratie chrétienne italienne. En outre, un mois avant les élections, Trente a été le siège de la conférence nationale de la D.C. Ainsi, cette province reflète avant tout les variations de l'emprise de la D.C. sur la population. Enfin, la position sûre de la D.C. permet l'expérience de listes uniques P.S.I.-P.S.D.I. dont le succès ou l'échec n'influent pas sur la vie provinciale mais permettent d'intéressantes interprétations sur l'avenir d'un éventuel parti unifié socialiste.

| | Province de Bolzano | | |
|---|---|---|---|
| Partis | Voix 1952 | Voix 1956 | Variation des voix de 1956 par rapport à 1952 |
| P.C.I. ..... | 5.343 | 4.204 | — 1.139 |
| P.S.I. ..... | 9.996 | 10.826 | + 830 |
| P.S.D.I. ..... | 6.013 | 7.782 | + 1.769 |
| D.C. ..... | 23.864 | 27.668 | + 3.804 |
| P.L.I. ..... | 3.455 | 1.669 | — 1.786 |
| M.S.I. ..... | 8.316 | 11.608 | + 3.292 |
| Autonomistes | 112.602 | 125.580 | + 12.978 |
| Divers ..... | — | 2.281 | + 2.281 |
| Total ..... | 169.589 | 191.618 | + 22.029 |

Ces résultats gagnent en netteté quand ils sont donnés en pourcentages; la *variation relative des pourcentages* obtenus par chaque parti indique somme toute la *variation des effectifs* survenue entre 1952 et 1956; son calcul a été fait à partir des voix et non des pourcentages.

| Partis | 1952 | 1956 | Variation absolue | Variation relative |
|---|---|---|---|---|
| P.C.I. ..... | 3,2 | 2,2 | — 1,0 | — 21,3 |
| P.S.I. ..... | 5,9 | 5,6 | — 0,3 | + 8,3 |
| P.S.D.I. ..... | 3,5 | 4,1 | + 0,6 | + 29,4 |
| D.C. ..... | 14,1 | 14,4 | + 0,3 | + 15,9 |
| P.L.I. ..... | 2,0 | 0,9 | — 1,1 | — 51,7 |
| M.S.I. ..... | 4.9 | 6,1 | + 1,2 | + 39,6 |
| Autonomistes. | 66,4 | 65,5 | — 0,9 | + 11,5 |
| Divers ..... | — | 1,2 | + 1,2 | |
| Total ..... | 100,0 | 100,0 | + 13,0 | |

En poussant l'analyse encore plus loin, il faut pondérer ces résultats par l'augmentation du nombre des voix exprimées. Cette augmentation est de + 13,0 % : c'est-à-dire qu'un parti ne peut vraiment affirmer que ces effectifs n'ont pas varié entre 1952 et 1956 que si en fait ceux-ci ont au moins augmenté de 13 % — une stagnation d'un parti quand le corps électoral augmenté revient à un recul de ce parti dans les proportions mêmes dans lesquelles le corps électoral a augmenté.

C'est ainsi l'indice de la variation pondérée qui donne en fin de compte la véritable situation des partis; il est obtenu en soustrayant de la variation relative de chaque parti la variation relative du corps électoral tout entier (ici 13,0).

| Partis | Indice |
|---|---|
| P.C.I. ..... | — 34,3 |
| P.S.I. ..... | — 4,7 |
| P.S.D.I. ..... | + 16,4 |
| D.C. ..... | + 2,9 |
| P.L.I. ..... | — 64,7 |
| M.S.I. ..... | + 26,6 |
| S.T.V.P. (Aut.) ..... | — 1,5 |

Il est maintenant aisé de conclure : deux partis ont subi une grave défaite : le P.L.I. et le P.C.I.; le P.S.I. et les Autonomes reculent légèrement; la démocratie chrétienne avance un peu; les vainqueurs sont les M.S.I. et les sociaux-démocrates. En conclusion : la province de Bolzano reste à plus de 65 % irrédentiste autrichienne et à plus de 92 % résolument antimaximaliste, c'est-à-dire contraire aux socialo-communistes.

Si l'écroulement du P.C.I. se vérifie également dans une province aussi différente de celle de Bolzano que l'est la province de Trente, alors et alors seulement il sera licite d'admettre que le P.C.I. est ébranlé dans toute l'Italie septentrionale.

**Province de Trente**

| Partis | Voix 1952 | Voix 1956 | Variation des voix de 1956 par rapport à 1952 |
|---|---|---|---|
| P.C.I. ..... | 11.704 | 8.787 | — 2.917 |
| P.S.I. ..... | 17.410 | — | — |
| P.S.D.I. ..... | 15.826 | — | — |
| P.S.I.+P.S.D.I. | (33.236) | 35.765 | + 2.529 |
| D.C. ..... | 133.337 | 148.840 | + 15.503 |
| P.L.I. ..... | — | 7.259 | + 7.259 |
| M.S.I. ..... | 6.874 | 4.555 | — 2.319 |
| P.N.M. ..... | — | 2.635 | + 2.635 |
| Autonomistes . | 13.459 | 9.545 | — 3.914 |
| Divers ..... | 10.414 | 2.661 | — 7.753 |
| Total ..... | 209.024 | 220.047 | + 11.023 |

| Partis | 1952 % | 1956 % | Variation absolue | Variation relative |
|---|---|---|---|---|
| P.C.I. ..... | 5,6 | 4,0 | — 1,6 | — 24,9 |
| P.S.I. ..... | 8,3 | — | — | — |
| P.S.D.I. ..... | 7,6 | — | — | — |
| P.S.I.+P.S.D.I. | (15,9) | 16,2 | + 0,3 | + 7,6 |
| D.C. ..... | 63,8 | 67,7 | + 3,9 | + 11,6 |
| P.L.I. ..... | — | 3,3 | + 3,3 | — |
| M.S.I. ..... | 3,3 | 2,1 | — 1,2 | — 33,7 |
| P.N.M. ..... | — | 1,2 | + 1,2 | — |
| Autonomistes . | 6,4 | 4,3 | — 2,1 | — 29,8 |
| Divers ..... | 5,0 | 1,2 | — 3,8 | — 74,4 |
| Total ..... | 100,0 | 100,0 | + 5,3 | |

| Partis | Indice |
|---|---|
| P.C.I. ..... | — 30,2 |
| P.S.I.+P.S.D.I. ..... | + 2,3 |
| D.C. ..... | + 6,3 |
| M.S.I. ..... | — 39,0 |
| Autonomistes ..... | — 35,1 |

Trois partis s'écroulent : P.C.I., M.S.I. et les autonomistes; deux partis avancent : l'union P.S.I.-P.S.D.I. et la démocratie chrétienne; deux partis surgissent : libéraux et monarchistes; les divers disparaissent. En bref : la province de Trente reste à presque 68 % aux mains de la démocratie chrétienne et est à 96 % nettement anticommuniste.

Le P.C.I. subit une grave défaite dans les deux provinces, les voix perdues allant au P.S.I., à l'union P.S.I.-P.S.D.I. Il ne réunit plus que 3,1 % des voix contre 4,5 % en 1952; il perd 24,1 % de ses effectifs alors qu'il aurait dû en gagner 8,7 % — sa perte pondérée est donc de 32,8 %. Cet échec est d'autant plus grave qu'en Vénétie Tridentine, le P.C.I. a toujours été un parti petit mais bien tenu en main; un parti de cadres en quelque sorte. Cela permet d'admettre qu'en Italie septentrionale, sinon dans toute l'Italie, le P.C.I. perdrait au moins un tiers de son électorat en cas d'élections immédiates.

Quant aux partis socialistes, leur rapprochement ne semble pas leur avoir apporté des voix — si ce ne sont les voix d'anciens communistes désabusés.

## LE RENFORCEMENT DES UNITÉS DE LA SURETÉ EST-ALLEMANDE

DEPUIS le 1er octobre 1956, les effectifs de la police des frontières (Grenzpolizei) de l'Allemagne soviétique ont atteint le chiffre considérable de 40.000 hommes. Ces unités dépendent du ministère de la Sûreté de l'Etat (Ministerium für Staatssicherheit, Hauptverwaltung Deutsche Grenzpolizei). Pour se faire une idée de l'importance de cette troupe d'intervention, il suffit de savoir que les C.R.S. (Compagnies Républicaines de Sécurité) en France comptent 14.000 hommes et qu'elles devraient être augmentées de 87.000 hommes pour avoir la même force relative que la Grenzpolizei est-allemande...

Par ailleurs, le caractère militaire de la Grenzpolizei se renforce sans cesse. Elle se recrute exclusivement parmi des anciens membres de la police populaire encasernée ayant accompli un service d'au moins trois ans; son équipement comprend maintenant des canons anti-chars et de l'artillerie de campagne. Deux unités motorisées d'intervention immédiate ont été constituées sous les noms de « Operative Reserve » à Greifswald dans le nord et à Erfurt dans le sud le long de la frontière occidentale.

# La minorité ukrainienne en Pologne

CONFORMÉMENT au traité ukraino-polonais de 1946, relatif à la délimitation de la frontière, une partie de la population ukrainienne qui, depuis des siècles, occupait le territoire situé à l'ouest de la « ligne Curzon » (actuelle frontière), plus précisément dans les Carpathes, entre Peremychl et Rzeszow, le long de la frontière polono-tchèque, fut cédée à la Pologne.

Au printemps 1946, à la suite du traité, la presque totalité de la minorité polonaise rassemblée surtout dans les principales villes des régions occidentales de l'Ukraine, partit pour la Pologne. Mais les Ukrainiens vivant dans les régions cédées à la Pologne, malgré la pression des Polonais et une véritable « chasse à l'homme » menée par les Russes, échappèrent en grand nombre au rapatriement en U.R.S.S.

Après une accalmie relative, dès le printemps 1947, le gouvernement polonais entreprit une très vaste opération de transfert de toute la population ukrainienne de ces régions, dirigée cette fois vers l'intérieur de la Pologne.

C'est le soutien que la population donnait aux groupes de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (l'U.P.A.), opérant des deux côtés de la frontière ukraino-polonaise, qui incita le gouvernement polonais, assuré d'ailleurs de l'appui militaire des Soviets, à procéder à ce transfert.

Le général Swierczewski, vice-ministre de la Défense nationale polonaise, devait perdre la vie dans cette opération. Mais le résultat escompté fut atteint et même dépassé : les groupes de l'U.P.A. furent dispersés, quelques villes et de très nombreux villages furent détruits, certains complètement rasés, la plus grande majorité des habitants furent transférés.

Depuis, ce pays n'a pu jusqu'à maintenant se guérir de ses blessures.

« *L'immensité des destructions est telle que personne n'a le courage de songer à la reconstruction économique de ces régions* » — écrit le journal polonais *Zycie gospodarcze* du 4 septembre 1955. Et cet article se termine sur cette note mélancolique : « *Maintenant, on peut donner à ces territoires le nom d'« Arizona polonaise.* »

Les Ukrainiens transférés ont été dispersés dans de très nombreuses régions à l'ouest (anciens territoires allemands) et au nord de la Pologne.

Combien sont-ils maintenant?

Selon la statistique officielle, leur nombre dépasserait 200.000.

Cependant, ce chiffre est sujet à caution; il est même contesté dans les milieux gouvernementaux.

Pendant dix années, le gouvernement de Varsovie a passé sous silence le problème de l'existence de la minorité ukrainienne.

Cependant, le 16 juin dernier, l'organe du P.C. polonais, *Trybuna ludu*, s'est décidé à en parler, attribuant les erreurs commises aux dirigeants locaux.

L'article de *Trybuna ludu* a précédé de quelques jours la convocation d'un congrès de la minorité ukrainienne qui s'est tenu à Varsovie et qui s'est déroulé dans une atmosphère de grande sincérité; 239 délégués y ont pris part.

C'est le ministre de l'Education nationale, M. Jarosinski, qui a été chargé d'y représenter le gouvernement et de faire la « critique » de l'action gouvernementale.

« *On ne peut justifier en aucune façon les dommages causés à une population innocente lors du transfert* », a-t-il dit dans son discours inaugural. « *Ce transfert a causé une peine profonde et fait naître le sentiment d'un préjudice injustifié et irréparable qui n'a fait que renforcer les sentiments nationalistes des Ukrainiens... Dans de nombreux cas, les représentants locaux du pouvoir refusaient toute assistance matérielle et ils attribuaient aux Ukrainiens des propriétés complètement ruinées et inexploitables; les familles ukrainiennes devaient occuper des granges et d'anciens « bunkers »; en outre, la langue ukrainienne, les traditions, la culture étaient méprisées...* »

Les 69 délégués qui prirent ensuite la parole ont critiqué non moins vigoureusement les conditions d'existence des Ukrainiens, illustrant leurs affirmations par de très nombreux exemples.

## Création d'une Association ukrainienne

Trois sujets ont retenu plus particulièrement l'attention des délégués. Ils demandaient au gouvernement polonais :

*a*) d'améliorer la situation économique des paysans ukrainiens et de leur octroyer un crédit à long terme;

*b*) de permettre le libre développement de la vie culturelle ukrainienne, l'ouverture d'écoles primaires et secondaires;

*c*) d'autoriser tous ceux qui le voudraient, à retourner dans les régions qu'ils habitaient avant leur transfert.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'en est uniquement tenu à la promesse de donner suite à toutes ces demandes.

Le seul résultat obtenu est la création d'une Association Ukrainienne Culturelle et Sociale.

Ses buts sont : « *inclure le plus largement possible la population ukrainienne à la construction du socialisme en Pologne; populariser les traditions de la lutte commune des travailleurs polonais et ukrainiens; diffuser les informations tendant à une connaissance plus complète de l'U.R.S.S. et en particulier de la République Soviétique Socialiste d'Ukraine; développer la vie culturelle, scientifique et artistique ukrainienne; enfin, s'intéresser au fonctionnement des écoles ukrainiennes.* »

*Nache slovo* (Notre parole) est l'organe de cette Association.

## Désir de retour

A la lecture de ce journal, on remarque qu'une seule question préoccupe la majorité des Ukrainiens : le retour dans leurs villages détruits.

Officiellement, le gouvernement ne s'oppose pas à ce retour. Mais un article publié dans le *Glos olsztynski* souligne que, « *bien que le gouvernement ait accordé aux Ukrainiens le droit de retourner sur leurs lieux de naissance, nous avons tout intérêt à leur expliquer qu'ils ne doivent pas en profiter.* »

Aussi, l'obtention préalable d'un permis de retour, délivré au compte-gouttes, par le conseil populaire du lieu de réinstallation freine toute possibilité d'un départ massif.

V. HAWRYLUK.

# Une réponse de M. Weill Hallé

A la suite de la note le concernant, publiée sous le titre ci-dessus dans notre numéro 162 (p. 7), M. Weill-Hallé nous a adressé le pneumatique suivant :

*Paris, 30 novembre 1956.*

*Monsieur le Directeur,*

*Je trouve dans votre Bulletin du 16-30 novembre 1956 une note non signée me concernant et dont l'intention désobligeante est claire.*

*Je vous prie en conséquence d'insérer dans votre prochain numéro, en même place et en même typographie, la réponse que voici.*

*Quand je désire manifester publiquement mon opinion, je le fais à visage découvert et non sous le voile de l'anonymat. Je ne considère comme valable qu'un texte réfléchi, rédigé et signé par moi.*

*Quant à mon indépendance d'esprit dont vous semblez douter, je vous engage à vous reporter à la suite que j'ai donnée dans le « Monde » aux Libres propos de mon ami M. J. Madaule du 12 janvier 1956. Vous pourrez constater là que si je suis capable de me dresser contre certains mensonges d'une propagande exclusivement anti-communiste, je refuse ma signature, si sollicitée soit-elle, quand on me demande d'approuver la condamnation soviétique de médecins accusés d'assassinat.*

*J'ai pour règle d'accueillir toute idée, d'où qu'elle vienne, si en conscience elle m'apparaît vraie et juste.*

*Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.*

*B. Weill-Hallé.*

M. Weill-Hallé détient probablement le record français du plus grand nombre de signatures dans le plus bref délai. De signatures toujours données à des manifestes communistes, car M. Weill-Hallé n'en a jamais signé d'autres. Nous douterions de son indépendance d'esprit? Nous ne doutons pas, nous constatons simplement qu'à l'exception près dont il fait état, l'indépendance d'esprit de M. Weill-Hallé est à sens unique : elle consiste à toujours approuver la ligne communiste.

Pour revenir au propos qui nous a valu la réponse de M. Weill-Hallé, il faut bien constater que celui-ci, qui a eu tout son temps pour se faire une opinion depuis sa déclaration à *Paris-Presse*, n'a toujours pas protesté contre l'écrasement du peuple hongrois par les armées soviétiques.

Homme de science, le professeur Weill-Hallé n'est pas pour autant innocent de la plus grande farce « scientifique » du siècle, celle de la prétendue « guerre bactériologique ». C'est le *Mouvement de la Paix* qui organisa la manifestation sanglante du 28 mai 1952 contre « l'arme microbienne » (Appel du Mouvement, *Humanité* du 24 mai 1952), contre « Ridgway, le tueur microbien » (*Humanité* du 27 mai). M. Weill-Hallé, membre de la commission permanente du *Mouvement de la Paix*, n'a pas cru devoir manifester son « indépendance d'esprit » en se désolidarisant de l'imposture « microbienne ».

Au contraire, il est resté solidaire de la manifestation et de ses mots d'ordre mensongers. Il a affiché publiquement une solidarité sans réserve par la lettre, portant sa signature et, sans doute, s'il faut le croire, « réfléchie » et « rédigée » par lui, qu'a publiée l'*Humanité* du 31 mai 1952, pages 1 et 5. Si M. Weill-Hallé n'était pas convaincu de l'existence réelle d'une « guerre bactériologique » il a bien caché ses doutes et il a couvert le mensonge, conservant ses fonctions de responsabilité et de direction dans le *Mouvement de la Paix*. S'il en était convaincu, cela ne prouverait pas un grand scrupule scientifique. Au demeurant, qu'en pense-t-il aujourd'hui ? Croit-il toujours que la prétendue « guerre microbienne » n'est pas une de ces formidables impostures contre lesquelles les esprits indépendants ont le devoir de protester ? Nous lui posons la question.

M. Weill-Hallé n'a, d'autre part, tiré aucune conclusion publique de la longue suite des crimes communistes révélés ou confirmés par le rapport Khrouchtchev. Quand le communisme commet des crimes, il arrive quelquefois, rarement, que M. Weill-Hallé s'abstienne de les couvrir explicitement. Il n'arrive jamais qu'il proteste contre ces crimes.

Au moment de la mort de Staline l'« indépendant » M. Weill-Hallé a « manifesté publiquement » son opinion « réfléchie » et « rédigée » par lui, en signant le message de *France-U.R.S.S.* dont il est vice-président (texte dans l'*Humanité* du 11 mars 1953, p. 2). On y lit notamment :

**« Staline, l'homme profondément humain, qui a consacré sa vie au service du peuple, avant tout préoccupé du sort des plus humbles, de la solidarité envers ceux qui souffrent. ...Jamais un mot de menace dans un discours... Staline, bienfaiteur de l'humanité... Nous prenons l'engagement de nous inspirer du haut exemple donné par Staline. »**

Est-ce pour suivre ce « haut exemple » que M. Weill-Hallé n'a jamais protesté contre l'organisation méthodique, par le Parti Communiste, de désertions comme celle de Maillot et d'attentats criminels comme celui d'Yveton?

M. Weill-Hallé « n'aime pas parler de ce qu'il ne connaît pas bien » : il ne connaît apparemment que ce que les communistes lui ont fait connaître. Contemporain de la plus terrible tyrannie de tous les temps, il n'en a « connu » aucun des excès, et en « conscience » n'a cru devoir en condamner aucun.

Nous manifesterons une modération méritoire en traitant un tel cas avec une courtoisie dont il n'est pas tellement évident qu'elle soit due.

**Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8e).**

**Le numéro : 150 Francs**

FÉDÉRATION DU LIVRE C.G.T. F.O.

*Le Directeur de la Publication :* M. COQUET, 86, boulevard Haussman (8e). L'EMANCIPATRICE, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15e. - 27011-1156